

Garches. Deux associations l'estiment menacé

Une pétition pour le service des enfants cancéreux

Florence Hubin | Publié le 3 juil. 2013, 07h00



Garches. Les enfants et adolescents atteints d'un cancer font l'objet d'un protocole particulier à l'hôpital Raymond-Poincaré. (LP/Yann Foreix.)

La pétition a été lancée il y a quinze jours à peine sur [Internet](#), et a déjà recueilli quelque trois mille signatures. Postée par les associations Regarde la Vie et Amétist, elle vise à attirer l'attention sur l'avenir d'un service hospitalier unique, l'unité d'oncologie pédiatrique de l'hôpital Raymond Poincaré de Garches, où sont soignés enfants et adolescents atteints d'un cancer. La pratique individualisée a fait ses preuves, et elle est très recherchée par les familles des malades. « Si vous ne voulez pas qu'un jour cette unité exemplaire disparaisse, il faut tous nous mobiliser et obtenir en peu de temps un grand nombre de signatures qui seront transmises à la ministre de la Santé », alertent les associations, qui rappellent l'exemplarité de ce service dirigé depuis plus de trente ans par le docteur Nicole Delépine, à l'hôpital Avicenne de Bobigny (Seine-Saint-Denis) puis à l'hôpital Raymond Poincaré de Garches depuis 2006.

Inquiétudes quant au manque de personnel

« Malheureusement à ce jour, le protocole n'est plus respecté. Les locaux, les moyens matériels et humains sont petit à petit grignotés », s'alarment les associations. « Nous nous inquiétons depuis un an car les lits de l'unité sont occupés au maximum, et le manque de personnel est devenu criant », estime Michel Landron, membre de l'association Amétist. « Or il était convenu, et cela figure par écrit dans un protocole signé en 2006, que cette unité qui pratique des soins individualisés bénéficie d'un nombre suffisant de médecins, d'infirmières, d'aides-soignants. Par le biais des restrictions de personnel, nous estimons que cet accord de 2006 est remis en cause. C'est pourquoi nous souhaitons rencontrer Marisol Touraine pour lui exposer la situation ». Pourtant, la direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) assure qu'entre mai 2012 et mai 2013, le service compte une personne (équivalent temps plein) supplémentaire, et une personne de plus par rapport à l'objectif fixé. Elle ajoute que les moyens de remplacement -heures supplémentaires et interim- ont augmenté de 50%.

Deuxième inquiétude des parents, le départ annoncé du docteur Nicole Delépine, qui porte le service depuis ses débuts. Arrivée à l'âge de la retraite, elle a obtenu un prolongement de son activité jusqu'en juillet 2014.

Le Parisien